



CDAS du département de la Nièvre du 26 novembre 2015 Communiqué intersyndical

En préambule, les représentants du personnel élus en CDAS, choqués par les attentats dramatiques survenus le 13 novembre dernier, tiennent à exprimer leur sidération, leur tristesse et leur solidarité avec les victimes et leurs proches.

La barbarie de ces derniers jours a rappelé combien l'action publique est indispensable à la cohésion sociale.

Plus que jamais, nous réaffirmons les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de paix que nous portons et qui nous portent.

Malgré ces événements, la vie sociale continue et nos combats en font partie.

Le Ministère des finances, indispensable à l'exercice de l'action publique et facteur de cohésion sociale, est toujours soumis à la contrainte budgétaire.

Les organisations syndicales ont pris connaissance du projet de loi de Finances pour 2016. Ce projet fait état d'un budget d'action sociale en baisse de 28 millions d'euros et de la suppression de la subvention à l'association ALPAF.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels. Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d'euros soit une perte pour les agents de 40 millions d'euros.

Les agents des ministères économiques et financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en 10 ans et encore près de 2 600 en 2016. Ils subissent des conditions de travail de plus en plus dégradées, le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'action sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les ministres s'attaquent à l'action sociale et remettent en cause, de fait, les prestations destinées aux agents. Les ministres ont délibérément masqué la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un total mépris du dialogue social. Nous ne pouvons l'accepter.

C'est pourquoi, devant cette absence de dialogue social tant au niveau des ministres que du Secrétariat général et ce mépris affiché en direction des agents, les organisations syndicales ont décidé de ne pas siéger à ce CDAS.

